

# Rapport financier semestriel 2017



# Sommaire

|  |    |
|--|----|
| I. Attestation du responsable .....                                    | 3  |
| II. Rapport semestriel d'activité.....                                 | 4  |
| Activité.....  | 4  |
| Résultats .....  | 5  |
| Situation financière .....   | 5  |
| Financements .....   | 5  |
| Perspectives 2017 .....  | 5  |
| Principaux risques – transactions entre parties liées .....            | 5  |
| III. Comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2017 .....      | 6  |
| Bilan consolidé.....   | 6  |
| Compte de résultat consolidé .....                                     | 7  |
| Etat du résultat global.....   | 8  |
| Variation des capitaux propres consolidés .....                        | 9  |
| Tableau des flux de trésorerie consolidés .....                        | 10 |
| Notes aux comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2017 ..... | 11 |
| IV. Rapport des Commissaires aux comptes.....                          | 24 |

## **I. Attestation du responsable**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 30 août 2017

Benoît de Ruffray

Administrateur – Président-directeur général

## II. Rapport semestriel d'activité

### Activité

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit à près de 7 milliards d'euros sur le premier semestre, en hausse de 7,6 % à structure réelle et de 6,3 % à périmètre et change constants.

Dans les Travaux, l'activité s'inscrit en hausse de 7,8 % à 5,7 milliards d'euros (+ 6,2 % à périmètre et change constants).

Le chiffre d'affaires atteint plus de 4,2 milliards d'euros en France (+ 4,5 % à structure réelle et + 3,8 % à périmètre et change constants) et près de 1,5 milliards d'euros à l'international qui progresse de 18,9 %, dont 4,8 % - soit 58 millions d'euros - dus aux acquisitions réalisées en Allemagne (MDM et Bohn), en Suisse (Yerly) et au Benelux (Vuylesteke).

Dans la branche Construction, l'activité est en hausse de 1,9 % à 1,76 milliards d'euros.

Dynamique en France (+ 5,2 %), elle est en retrait de près de 12 % en Europe, essentiellement du fait de la livraison du chantier exceptionnel du centre commercial de Poznan en Pologne fin 2016.

En immobilier, les réservations de logements atteignent 2 080 unités contre 1 913 au premier semestre 2016.

Dans la branche Infrastructures, le chiffre d'affaires croît de 11,8 % à 2,15 milliards d'euros.

En hausse globale de 3,3 % en France, l'activité se contracte de 3,7 % en Génie Civil, mais progresse de 3,3 % dans la Route et de 65 % dans le Métal.

L'international est en hausse sensible de 33 %.

Dans la branche Energie, l'activité est en hausse de 9,6 % à 1,78 milliards d'euros, dont + 5,2 % en France et + 27,0 % à l'international ; en Europe, notamment, l'activité s'avère très dynamique dans l'ensemble des pays où la branche est présente.

Dans les Concessions, la progression du trafic autoroutier (+ 2,7 % chez APRR, + 1,3 % sur l'Autoroute A65, + 2,8% sur le viaduc de Millau et + 27,9 % sur l'Autoroute de l'Avenir au Sénégal) et l'activité générée par les autres concessions et opérations de Partenariat Public-Privé permettent d'afficher une croissance significative de 6,7 % à 1,30 milliards d'euros.

Ces chiffres semestriels font suite à un deuxième trimestre dynamique (+ 7,7 %), en Travaux (+ 7,4%) comme en Concessions (+ 9,0 %).

| Millions d'euros   | Chiffre d'affaires<br>1 <sup>er</sup> semestre 2016 | Chiffre d'affaires<br>1 <sup>er</sup> semestre 2017 | Variations       |                               |
|--|---|---|------------------|-------------------------------|
|  |   |   | Structure réelle | Périmètre et change constants |
| Construction   | 1 729   | 1 761   | +1,9%            | +0,4%                         |
| <i>dont immobilier</i>   | 331   | 329   |                  |                               |
| Infrastructures  | 1 925   | 2 152   | +11,8%           | +10,5%                        |
| Energie  | 1 623   | 1 778   | +9,6%            | +7,1%                         |
| Total travaux  | 5 277   | 5 691   | +7,8%            | +6,2%                         |
| Concessions (hors IFRIC 12)                                    | 1 220   | 1 302   | +6,7%            | +7,0%                         |
| <b>Total groupe (hors IFRIC 12)</b>                            | <b>6 497</b>  | <b>6 993</b>  | <b>+7,6%</b>     | <b>+6,3%</b>                  |
| Dont :   |   |   |                  |                               |
| . France   | 5 265   | 5 526   | +5,0%            | +4,4%                         |
| . International  | 1 232   | 1 467   | +19,1%           | +14,3%                        |
| <i>dont Europe</i>   | 1 057   | 1 273   | +20,4%           | +14,9%                        |
| <i>dont Hors Europe</i>  | 175   | 194   | +10,9%           | +10,9%                        |
| Chiffre d'affaires « Construction » des Concessions (IFRIC 12) | 141   | 175   |                  | n.s.                          |

## Résultats

Le résultat opérationnel courant s'établit à 727 millions d'euros, en progression de 7,4 % (+16.4 % dans les Travaux pour un chiffre d'affaires en croissance de 7,8 %).

Dans la Construction, la marge opérationnelle est de 3,8 % (3,7 % en juin 2016) grâce à une politique toujours sélective de prise d'affaires et à la rigueur de gestion des frais de structure.

Dans la branche Infrastructures, la marge s'établit à -1,8 % (-2,1 % en juin 2016), soutenue par la croissance de l'activité dans un environnement concurrentiel toujours compétitif, en particulier dans les marchés publics en France (route et génie civil). L'activité Métal confirme son redressement.

Dans l'Energie, la progression de la rentabilité opérationnelle se poursuit à 3,2 % (3.0 % en juin 2016) de façon uniforme dans les différentes entités de la branche.

Au total des Travaux, la marge opérationnelle ressort à 1.5 % contre 1.4 % en juin 2016.

Dans les Concessions, la marge opérationnelle s'inscrit en légère baisse à 50,1 % (50,5 % en juin 2016) du fait de la prise en compte du chiffre d'affaires du PPP de la ligne à grande vitesse Bretagne – Pays de la Loire dans sa phase exploitation, avec une marge inférieure à la marge moyenne des Concessions. APRR affiche pour sa part une marge d'Ebitda en augmentation à 75,4 % (74,4% en juin 2016).

Le coût de l'endettement financier net baisse de 22 millions d'euros au semestre grâce aux refinancements des échéances de dette du Groupe intervenus au cours des derniers 18 mois. Cette réduction des frais financiers ainsi que la baisse des charges opérationnelles non courantes porte le résultat net part du Groupe à 174 millions d'euros (133 millions d'euros en juin 2016), en croissance de 30,8 %.

## Situation financière

L'endettement financier net, hors juste valeur de la dette CNA et des swaps, s'élève à 11,5 milliards d'euros, une nouvelle baisse de 367 millions d'euros sur 12 mois. Cette dette est essentiellement logée dans les Concessions sans recours sur Eiffage. La trésorerie nette de la holding et des branches Travaux est positive de 76 millions d'euros contre une dette de 88 millions d'euros en juin 2016. Elle prend en compte la variation saisonnière du besoin en fonds de roulement de 440 millions d'euros (contre 375 millions d'euros en juin 2016). La liquidité du Groupe est en progression à 2,7 milliards d'euros sur 12 mois (2,4 milliards d'euros en juin 2016) et est constituée d'une trésorerie nette disponible de 1,7 milliard d'euros et d'une ligne de crédit non utilisée d'1 milliard d'euros (réduite à 0,92 milliard d'euros la dernière année) à échéance de septembre 2021.

## Financements

APRR a réalisé avec succès le 31 mai 2017 une nouvelle émission obligataire de 500 millions d'euros à 15 ans (échéance janvier 2032) pour un coupon de 1,625 %. Celle-ci fait suite à la réalisation en mars d'un placement privé de 100 millions d'euros à 15 ans (échéance d'avril 2032) pour un coupon fixe de 0,34 % sur nominal indexé sur l'inflation française.

## Perspectives 2017

Grâce à une prise de commandes soutenue, le carnet de commandes des Travaux s'élève à 13 milliards d'euros, en hausse de 7 % sur un an (+ 2 % sur 3 mois). Il assure 13,1 mois d'activité aux branches Travaux, contre 12,8 mois au 30 juin 2016 et témoigne de la reprise de l'activité dans les métiers de Travaux. Le Groupe anticipe ainsi une activité en croissance sur l'ensemble de l'année et une progression des résultats de chacune des branches (hors ajustement des impôts différés non courants).

## Principaux risques – transactions entre parties liées

Les facteurs de risques auxquels le Groupe est soumis sont exposés aux pages 202 à 205 du document de référence 2016 de la société enregistré sous le n° D.17-0254. Il n'y a pas, à la date du présent rapport financier, de modification ou d'incertitude relative à ces risques, susceptible d'avoir un impact significatif sur l'activité et les résultats du 2e semestre 2017. L'appréciation de l'exposition du Groupe à des covenants financiers est détaillée dans le paragraphe 10 des notes aux comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2017.

Les transactions entre parties liées sont exposées au paragraphe 15 de ces mêmes notes.

### III. Comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2017

#### Bilan consolidé

En millions d'euros

| Actif   | Notes | 30 juin 2017  | 31 décembre 2016 |
|---|-------|---------------|------------------|
| <b>Actif non courant</b>  |       |               |                  |
| Immobilisations corporelles   |       | 1 599         | 1 585            |
| Immeubles de placement  |       | 3             | 4                |
| Immobilisations incorporelles du domaine concédé                      |       | 11 270        | 11 408           |
| Goodwill  |       | 2 949         | 2 945            |
| Autres immobilisations incorporelles                                  |       | 178           | 175              |
| Participations dans les sociétés mises en équivalence                 | 7     | 159           | 144              |
| Actifs financiers sur accords de concessions de services non courants | 10    | 2 029         | 1 886            |
| Autres actifs financiers  | 10    | 228           | 219              |
| Impôts différés   | 8     | 302           | 274              |
| <b>Total actif non courant</b>  |       | <b>18 717</b> | <b>18 640</b>    |
| <b>Actif courant</b>  |       |               |                  |
| Stocks  |       | 760           | 728              |
| Clients et autres débiteurs   |       | 4 559         | 4 292            |
| Impôts courants   |       | 223           | 174              |
| Actifs financiers sur accords de concessions de services courants     | 10    | 63            | 19               |
| Autres actifs   |       | 1 382         | 1 184            |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie                               | 10-11 | 3 317         | 4 466            |
| <b>Total actif courant</b>  |       | <b>10 304</b> | <b>10 863</b>    |
| <b>Total de l'actif</b>   |       | <b>29 021</b> | <b>29 503</b>    |
| <b>Capitaux propres et passif</b>                                     |       |               |                  |
| <b>Capitaux propres</b>   |       |               |                  |
| Capital   | 9     | 392           | 392              |
| Réserves consolidées  |       | 3 515         | 3 012            |
| Cumul des autres éléments du résultat global                          |       | (190)         | (237)            |
| Résultat de l'exercice  |       | 174           | 475              |
| <b>Capitaux propres part du Groupe</b>                                |       | <b>3 891</b>  | <b>3 642</b>     |
| Participations ne donnant pas le contrôle                             |       | 786           | 623              |
| <b>Total des capitaux propres</b>                                     |       | <b>4 677</b>  | <b>4 265</b>     |
| <b>Passif non courant</b>   |       |               |                  |
| Emprunts  | 10-12 | 11 788        | 12 706           |
| Impôts différés   | 8     | 990           | 984              |
| Provisions non courantes  | 13    | 595           | 583              |
| Autres passifs non courants   |       | 92            | 93               |
| <b>Total passif non courant</b>                                       |       | <b>13 465</b> | <b>14 366</b>    |
| <b>Passif courant</b>   |       |               |                  |
| Fournisseurs et autres créanciers                                     |       | 3 169         | 3 041            |
| Emprunts et dettes financières diverses                               | 10-12 | 1 693         | 1 685            |
| Partie à moins d'un an des emprunts non courants                      | 10-12 | 1 661         | 1 716            |
| Dettes d'impôt sur le résultat  |       | 103           | 144              |
| Provisions courantes  | 13    | 583           | 573              |
| Autres passifs  |       | 3 670         | 3 713            |
| <b>Total passif courant</b>   |       | <b>10 879</b> | <b>10 872</b>    |
| <b>Total des capitaux propres et passifs</b>                          |       | <b>29 021</b> | <b>29 503</b>    |

## Compte de résultat consolidé

En millions d'euros

|   | Notes | 30 juin 2017 | 30 juin 2016 |
|---|-------|--------------|--------------|
| Produit des activités opérationnelles (1)                                       | 5     | 7 138        | 6 567        |
| Autres produits de l'activité   |       | 1            | 2            |
| Achats consommés  |       | (1 299)      | (1 152)      |
| Charges de personnel  |       | (1 663)      | (1 642)      |
| Charges externes  |       | (2 932)      | (2 653)      |
| Impôts et taxes   |       | (197)        | (186)        |
| Dotations aux amortissements  |       | (411)        | (398)        |
| Dotations aux provisions (nettes de reprises)                                   |       | (24)         | (5)          |
| Variation des stocks de produits en-cours et de produits finis                  |       | 47           | 89           |
| Autres produits et charges d'exploitation                                       |       | 67           | 55           |
| <b>Résultat opérationnel courant</b>  |       | <b>727</b>   | <b>677</b>   |
| Autres produits et charges opérationnels  |       | (24)         | (28)         |
| <b>Résultat opérationnel</b>  |       | <b>703</b>   | <b>649</b>   |
| Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie                           |       | 8            | 8            |
| Coût de l'endettement financier brut  |       | (255)        | (277)        |
| <b>Coût de l'endettement financier net</b>                                      |       | <b>(247)</b> | <b>(269)</b> |
| Autres produits et charges financiers   |       | (7)          | (17)         |
| Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence                        |       | 2            | (2)          |
| Impôt sur le résultat   |       | (143)        | (116)        |
| <b>Résultat net</b>   |       | <b>308</b>   | <b>245</b>   |
| - Part du Groupe  |       | 174          | 133          |
| - Participations ne donnant pas le contrôle                                     |       | 134          | 112          |
| (1) Dont chiffre d'affaires "construction" des concessions IFRIC 12 :           |       | 175          | 141          |
| <b>Résultat revenant aux actionnaires de la société, en euros, par action :</b> |       |              |              |
| Résultat de base par action (part du Groupe)                                    |       | 1,85         | 1,45         |
| Résultat dilué par action (part du Groupe)                                      |       | 1,81         | 1,41         |

L'ajustement des impôts différés consécutif à la baisse du taux de l'IS en France à compter de 2020 constaté dans les comptes clos au 31 décembre 2016 n'a pas d'impact sur les comptes semestriels.

## Etat du résultat global

En millions d'euros

|   | Notes | 30 juin 2017 | 30 juin 2016 |
|---|-------|--------------|--------------|
| <b>Résultat net</b>   |       | <b>308</b>   | <b>245</b>   |
| <b>Eléments non recyclables en résultat net</b>   |       |              |              |
| Réévaluation du passif (de l'actif) net au titre des régimes à prestations définies           |       | -            | (30)         |
| Impôt sur éléments non recyclables  |       | -            | 10           |
| Quote-part des gains et pertes sur éléments non recyclables des sociétés mises en équivalence |       | -            | -            |
| <b>Eléments recyclables en résultat net</b>   |       |              |              |
| Ecart de conversion   |       | 3            | (5)          |
| Réévaluation des instruments dérivés de couverture (1)  |       | 95           | 24           |
| Impôts sur éléments recyclables   |       | (32)         | (8)          |
| Quote-part des gains et pertes sur éléments recyclables des sociétés mises en équivalence     |       | 10           | 3            |
| <b>Autres éléments du résultat global</b>   |       | <b>76</b>    | <b>(6)</b>   |
| <b>Résultat global</b>  |       | <b>384</b>   | <b>239</b>   |
| - Part du Groupe  |       | 221          | 109          |
| - Participations ne donnant pas le contrôle   |       | 163          | 130          |
| (1) Dont montant recyclé en résultat net de la période  |       | (103)        | (101)        |



## Variation des capitaux propres consolidés

En millions d'euros

|   | Capital    | Primes     | Réserves     | Ecart de conversion | Instruments financiers | Avantages du personnel | Total part du Groupe | Participations ne donnant pas le contrôle | Total des capitaux propres |
|---|------------|------------|--------------|---------------------|------------------------|------------------------|----------------------|---|----------------------------|
| <b>Capitaux propres au 01/01/2016</b>             | <b>382</b> | <b>445</b> | <b>2 655</b> | <b>5</b>            | <b>(255)</b>           | <b>(35)</b>            | <b>3 197</b>         | <b>275</b>                                | <b>3 472</b>               |
| Opérations sur capital                            | 10         | 121        | -            | -                   | -                      | -                      | 131                  | -   | 131                        |
| Opérations sur titres auto-détenus                | -          | -          | (45)         | -                   | -                      | -                      | (45)                 | -   | (45)                       |
| Paiements fondés sur des actions                  | -          | -          | 3            | -                   | -                      | -                      | 3                    | -   | 3                          |
| Distribution                                      | -          | -          | (142)        | -                   | -                      | -                      | (142)                | (2)                                       | (144)                      |
| Acquisitions et autres variations de minoritaires | -          | -          | -            | -                   | -                      | -                      | -                    | -   | -                          |
| <b>Transactions avec les actionnaires</b>         | <b>10</b>  | <b>121</b> | <b>(184)</b> | <b>-</b>            | <b>-</b>               | <b>-</b>               | <b>(53)</b>          | <b>(2)</b>                                | <b>(55)</b>                |
| Résultat net de la période                        | -          | -          | 133          | -                   | -                      | -                      | 133                  | 112                                       | 245                        |
| Autres éléments du résultat global                | -          | -          | -            | (5)                 | (1)                    | (18)                   | (24)                 | 18  | (6)                        |
| <b>Résultat global</b>                            | <b>-</b>   | <b>-</b>   | <b>133</b>   | <b>(5)</b>          | <b>(1)</b>             | <b>(18)</b>            | <b>109</b>           | <b>130</b>                                | <b>239</b>                 |
| <b>Capitaux propres au 30/06/2016</b>             | <b>392</b> | <b>566</b> | <b>2 604</b> | <b>-</b>            | <b>(256)</b>           | <b>(53)</b>            | <b>3 253</b>         | <b>403</b>                                | <b>3 656</b>               |

En millions d'euros

|   | Capital    | Primes     | Réserves     | Ecart de conversion | Instruments financiers | Avantages du personnel | Total part du Groupe | Participations ne donnant pas le contrôle | Total des capitaux propres |
|---|------------|------------|--------------|---------------------|------------------------|------------------------|----------------------|---|----------------------------|
| <b>Capitaux propres au 01/01/2017</b>             | <b>392</b> | <b>566</b> | <b>2 921</b> | <b>2</b>            | <b>(195)</b>           | <b>(44)</b>            | <b>3 642</b>         | <b>623</b>                                | <b>4 265</b>               |
| Opérations sur capital                            | -          | 3          | -            | -                   | -                      | -                      | 3                    | 1   | 4                          |
| Opérations sur titres auto-détenus                | -          | -          | 165          | -                   | -                      | -                      | 165                  | -   | 165                        |
| Paiements fondés sur des actions                  | -          | -          | 4            | -                   | -                      | -                      | 4                    | -   | 4                          |
| Distribution                                      | -          | -          | (144)        | -                   | -                      | -                      | (144)                | (1)                                       | (145)                      |
| Acquisitions et autres variations de minoritaires | -          | -          | -            | -                   | -                      | -                      | -                    | -   | -                          |
| <b>Transactions avec les actionnaires</b>         | <b>-</b>   | <b>3</b>   | <b>25</b>    | <b>-</b>            | <b>-</b>               | <b>-</b>               | <b>28</b>            | <b>-</b>                                  | <b>28</b>                  |
| Résultat net de la période                        | -          | -          | 174          | -                   | -                      | -                      | 174                  | 134                                       | 308                        |
| Autres éléments du résultat global                | -          | -          | -            | 3                   | 44                     | -                      | 47                   | 29  | 76                         |
| <b>Résultat global</b>                            | <b>-</b>   | <b>-</b>   | <b>174</b>   | <b>3</b>            | <b>44</b>              | <b>-</b>               | <b>221</b>           | <b>163</b>                                | <b>384</b>                 |
| <b>Capitaux propres au 30/06/2017</b>             | <b>392</b> | <b>569</b> | <b>3 120</b> | <b>5</b>            | <b>(151)</b>           | <b>(44)</b>            | <b>3 891</b>         | <b>786</b>                                | <b>4 677</b>               |

## Tableau des flux de trésorerie consolidés

|   | Notes | juin 2017      | juin 2016    |
|---|-------|----------------|--------------|
| <i>En millions d'euros</i>  |       |                |              |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>                            |       | <b>4 319</b>   | <b>3 448</b> |
| Incidence des variations de cours des devises   |       | -              | (4)          |
| <b>Trésorerie d'ouverture corrigée</b>  |       | <b>4 319</b>   | <b>3 444</b> |
| Résultat net  |       | 308            | 245          |
| Résultat des sociétés mises en équivalence  |       | (2)            | 2            |
| Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence                                      |       | 8              | 4            |
| Dotations aux amortissements  |       | 368            | 358          |
| Dotations nettes aux provisions   |       | 19             | (2)          |
| Autres résultats sans effet sur la trésorerie   |       | 5              | 1            |
| Résultat sur cessions   |       | (8)            | (5)          |
| <b>Autofinancement</b>  |       | <b>698</b>     | <b>603</b>   |
| Charge nette d'intérêts   |       | 236            | 262          |
| Intérêts versés   |       | (373)          | (389)        |
| Charge d'impôt sur le résultat  |       | 143            | 116          |
| Impôt sur le résultat payé  |       | (290)          | (152)        |
| Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité                              |       | (440)          | (375)        |
| <b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (I)</b>                |       | <b>(26)</b>    | <b>65</b>    |
| Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles                             |       | (127)          | (110)        |
| Acquisitions d'immobilisations incorporelles du domaine concédé                         |       | (134)          | (110)        |
| Acquisitions d'immobilisations financières  |       | (162)          | (169)        |
| Cessions et diminutions d'immobilisations   |       | 43             | 25           |
| <b>Investissements opérationnels nets (1)</b>   |       | <b>(380)</b>   | <b>(364)</b> |
| Acquisitions de titres de participation (2)   |       | (25)           | (12)         |
| Cessions de titres de participation et d'actifs correspondant à des cessions d'activité |       | 1              | 1            |
| Trésorerie des entités acquises / cédées  |       | 1              | -            |
| <b>Investissements financiers nets</b>  |       | <b>(23)</b>    | <b>(11)</b>  |
| <b>Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement (II)</b>                 |       | <b>(403)</b>   | <b>(375)</b> |
| Dividendes versés aux actionnaires  |       | (145)          | (143)        |
| Augmentation de capital   |       | 161            | 131          |
| Acquisitions / cessions d'intérêts minoritaires   |       | -              | -            |
| Rachats et reventes d'actions propres   |       | 8              | (45)         |
| Remboursement d'emprunts (1)  |       | (1 748)        | (1 171)      |
| Emission d'emprunts (1)   |       | 953            | 1 083        |
| <b>Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement (III)</b>                  |       | <b>(771)</b>   | <b>(145)</b> |
| <b>Variation de trésorerie (I + II + III)</b>   |       | <b>(1 200)</b> | <b>(455)</b> |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>                             | 11    | <b>3 119</b>   | <b>2 989</b> |

(1) Les postes "Remboursement d'emprunts" et "Emission d'emprunts" intègrent pour le groupe Financière Eiffarie respectivement (1 589) millions d'euros et 600 millions d'euros sur le 1er semestre 2017 et (1 081) millions d'euros et 838 millions d'euros sur le 1er semestre 2016.

## Notes aux comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2017

(Sauf indication contraire tous les chiffres cités sont exprimés en millions d'euros)

### 1. Informations générales

Le siège social du Groupe Eiffage est situé 3-7, place de l'Europe à Vélizy-Villacoublay (78140), France.

Ses actions sont cotées sur Euronext Paris compartiment A.

Les états financiers consolidés intermédiaires pour les six mois écoulés au 30 juin 2017 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 30 août 2017.

Les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2016 sont disponibles sur le site web [www.eiffage.com](http://www.eiffage.com) ou sur demande au Siège Social.

### Faits significatifs du 1<sup>er</sup> semestre 2017

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2017, Eiffage SA a annulé 3 000 000 d'actions auto-détenues et a procédé à une augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe en France et à l'étranger, ayant conduit à l'émission de 2 921 501 actions de 4 euros de nominal chacune. A l'issue de ces opérations, le capital social de la société Eiffage SA s'élève à 392 015 064 euros.

### 2. Saisonnalité de l'activité

Les métiers exercés par le Groupe sont affectés par la saisonnalité de leur activité, en particulier dans les domaines des travaux routiers en raison des conditions climatiques moins favorables sur le 1<sup>er</sup> semestre et des concessions autoroutières en raison du trafic plus élevé constaté au cours de la période estivale du début du 2<sup>ème</sup> semestre. Le chiffre d'affaires et le résultat du 1<sup>er</sup> semestre ne peuvent pas être extrapolés sur l'ensemble de l'exercice.

La saisonnalité de l'activité se traduit par ailleurs par une consommation de trésorerie d'exploitation au cours du 1<sup>er</sup> semestre.

L'impact de cette saisonnalité ne fait l'objet d'aucune correction sur les comptes semestriels.

### 3. Principes et méthodes comptables appliqués aux comptes intermédiaires résumés et normes utilisées

Les comptes intermédiaires résumés au 30 juin 2017 ont été établis en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 2016.

Le Groupe a appliqué les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour l'exercice 2016.

Le Groupe réalise actuellement une analyse des impacts de l'application des normes suivantes :

Concernant IFRS 15 « Reconnaissance du revenu », le Groupe a analysé les différentes typologies de contrat et les pratiques actuelles de comptabilisation au regard de cette nouvelle norme. Ces analyses ont confirmé que la majeure partie des contrats présente une seule obligation de prestation et que les mesures à l'avancement utilisées seront conservées puisqu'elles reflètent le transfert progressif du contrôle au client, conformément aux dispositions édictées par IFRS 15. L'étude a couvert les spécificités de l'ensemble des secteurs d'activité et a permis d'identifier les principales sources de divergence.

A ce stade de l'étude, le Groupe anticipe les changements suivants :

- En ce qui concerne le carnet de commandes, ce dernier intégrera
  - les programmes de promotion immobilière à hauteur des actes notariés, non pris en compte actuellement (estimés à environ 500 millions d'euros).
  - les prestations d'exploitation, de maintenance obtenues dans le cadre de contrats pluriannuels, y compris le gros entretien et réparations (GER) des Partenariats Public Privé sur la durée totale de chaque contrat (de l'ordre de 1 milliard d'euros principalement sur le secteur concession) ; actuellement ces prestations figurent dans le carnet de commandes sur un an glissant.

- En ce qui concerne le chiffre d'affaires
  - Dans le métier de la promotion immobilière, le terrain sera pris en compte dans la mesure de l'avancement du chiffre d'affaires dès la signature de l'acte notarié ; les impacts, en cours de valorisation, ne devraient pas être significatifs à l'échelle du Groupe.
  - Dans le cadre des contrats pluriannuels de Partenariats Public Privé, le chiffre d'affaires au titre du GER sera comptabilisé selon le rythme des travaux effectués et non plus sur la base de la facturation ; en contrepartie, aucune provision ne sera constituée. Cela se traduira par une diminution du chiffre d'affaires non significative sans impact sur le résultat net.

Le Groupe appliquera IFRS 15 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 selon la méthode rétrospective en comptabilisant l'impact cumulatif d'application de la nouvelle norme au début de la première période comparative présentée soit au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Sur la base des premières analyses effectuées sur la nouvelle norme IFRS 9 « Instruments financiers », applicable à compter de 2018, aucun sujet majeur pouvant entraîner des impacts significatifs n'a été identifié ; une étude est en cours de réalisation sur le sujet spécifique des dépréciations des créances commerciales.

A propos d'IFRS 16 « Contrats de location », les impacts sont en cours de détermination avec la phase de recensement des différents contrats présents au niveau du Groupe. Cette norme serait applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 sous réserve de l'adoption par l'Union Européenne.

#### **4. Estimations et jugements comptables significatifs**

La préparation de comptes consolidés conformes aux normes IFRS nécessite la prise en compte par la Direction d'hypothèses et d'estimations qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les passifs éventuels mentionnés dans l'annexe, ainsi que les charges et les produits du compte de résultat. Ces estimations et hypothèses sont effectuées sur la base d'une expérience passée et de divers autres facteurs dans l'environnement économique et financier actuel qui rend difficile l'appréhension des perspectives d'activité. Il est possible que les montants effectifs se révélant ultérieurement soient différents des estimations et des hypothèses retenues.

Elles concernent essentiellement :

- l'avancement des contrats de construction et l'évaluation du résultat à terminaison (clients à l'actif, autres dettes au passif, produits au compte de résultat).  
Les estimations et hypothèses sont revues régulièrement, contrat par contrat, sur le fondement des informations disponibles, en tenant compte des contraintes techniques et contractuelles propres à chaque contrat.  
Les coûts engagés, ceux qui restent à supporter et les coûts éventuels de garanties sont analysés, et leur évaluation repose sur la meilleure estimation des dépenses nécessaires pour remplir les obligations contractuelles du Groupe ;
- les provisions et notamment les provisions pour obligation de maintien en état des ouvrages concédés ou les calculs prennent en compte les taux d'actualisation et les indices d'indexation des contrats de travaux ;
- la valorisation des paiements en actions reposant sur des hypothèses actuariels (volatilité, taux d'intérêt, progression du dividende) ;
- le calcul des avantages du personnel (taux d'actualisation, inflation, taux de progression des salaires) ;
- les calculs de perte de valeur : principales hypothèses retenues pour la détermination des valeurs recouvrables (modèle, taux d'actualisation) ;
- la recouvrabilité des actifs d'impôts différés.

## 5. Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8, l'information sectorielle suit l'organisation interne du Groupe telle que présentée à la Direction selon les différents métiers exercés à savoir :

- Construction : aménagement urbain, conception-construction de bâtiments, promotion immobilière, maintenance et travaux services ;
- Infrastructures : génie civil, conception-construction routière et ferroviaire, assainissement, terrassement et construction métallique ;
- Energie : conception, réalisation, intégration et exploitation maintenance de systèmes et d'équipements d'énergies et de télécommunications ;
- Concessions : construction et gestion d'ouvrages dans le cadre de contrat de concession et de partenariats public-privé ;
- Holding : gestion des participations et services aux sociétés du Groupe.

### 5.1 Premier semestre 2017

#### Par secteur d'activité

|  | Construction | Infrastructures | Energie      | Concessions  | Holding   | Eliminations | Total        |
|--|--------------|-----------------|--------------|--------------|-----------|--------------|--------------|
| <b>Compte de résultat</b>                    |              |                 |              |              |           |              |              |
| Produit des activités opérationnelles - brut | 1 792        | 2 135           | 1 730        | 1 478        | 3         | -            | 7 138        |
| Ventes inter-secteur                         | 16           | 32              | 47           | -            | 70        | (165)        | -            |
| <b>Produit des activités opérationnelles</b> | <b>1 808</b> | <b>2 167</b>    | <b>1 777</b> | <b>1 478</b> | <b>73</b> | <b>(165)</b> | <b>7 138</b> |
| Résultat opérationnel courant                | 67           | (39)            | 57           | 652          | (10)      | -            | 727          |
| Résultat opérationnel                        | 59           | (50)            | 52           | 652          | (10)      | -            | 703          |

#### Par zone géographique

|                                       | France | Europe | Autres pays |
|---------------------------------------|--------|--------|-------------|
| Produit des activités opérationnelles | 5 784  | 1 268  | 86          |

### 5.2 Premier semestre 2016

#### Par secteur d'activité

|  | Construction | Infrastructures | Energie      | Concessions  | Holding   | Eliminations | Total        |
|--|--------------|-----------------|--------------|--------------|-----------|--------------|--------------|
| <b>Compte de résultat</b>                    |              |                 |              |              |           |              |              |
| Produit des activités opérationnelles - brut | 1 757        | 1 922           | 1 516        | 1 365        | 7         | -            | 6 567        |
| Ventes inter-secteur                         | 11           | 40              | 102          | 1            | 69        | (223)        | -            |
| <b>Produit des activités opérationnelles</b> | <b>1 768</b> | <b>1 962</b>    | <b>1 618</b> | <b>1 366</b> | <b>76</b> | <b>(223)</b> | <b>6 567</b> |
| Résultat opérationnel courant                | 64           | (40)            | 49           | 616          | (12)      | -            | 677          |
| Résultat opérationnel                        | 58           | (55)            | 45           | 615          | (14)      | -            | 649          |

#### Par zone géographique

|                                       | France | Europe | Autres pays |
|---------------------------------------|--------|--------|-------------|
| Produit des activités opérationnelles | 5 397  | 1 048  | 122         |

## 6. Evolution du périmètre de consolidation

Le Groupe n'a pas réalisé d'acquisitions ou de cessions notables sur le semestre.

Les incidences globalisées ci-dessous intègrent principalement :

- l'exploitation sur le premier semestre 2017 des sociétés acquises au cours du second semestre 2016 (notamment le groupe Chris Vuylsteke dans la branche Construction et le groupe Yerly dans la branche Energie) ;
- l'impact sur le résultat 2017 des sociétés déconsolidées au cours du second semestre 2016, Norscut et TP Ferro, initialement mises en équivalence.

Incidences des évolutions de périmètre sur les comptes au 30 juin 2017 :

Sur les postes du bilan :

- actifs non courants néant ;
- actifs courants 7 millions d'euros ;
- passifs non courants néant ;
- passifs courants 2 millions d'euros.

Sur l'exploitation :

- chiffre d'affaires 87 millions d'euros ;
- résultat opérationnel 1 million d'euros ;
- coût de l'endettement financier net 3 millions d'euros ;
- résultat net 8 millions d'euros.

Le coût global des acquisitions et cessions de la période est de 14 millions d'euros auquel vient s'ajouter 9 millions d'euros liés à l'augmentation de capital de la société mise en équivalence Axxès (télépéages poids lourds).

## 7. Variation des participations dans les sociétés mises en équivalence

|  |            |
|--|------------|
| Au 1 <sup>er</sup> janvier 2017                      | 144        |
| Résultat de la période                               | 2          |
| Dividendes distribués                                | (8)        |
| Augmentation de capital (1)                          | 9          |
| Variation de juste valeur des instruments financiers | 10         |
| Autres   | 2          |
| <b>Au 30 juin 2017</b>                               | <b>159</b> |

(1) Souscription à l'augmentation de capital de la société Axxès.

## 8. Impôts différés

|                               | 30 juin 2017 | 31 décembre 2016 |
|-------------------------------|--------------|------------------|
| Actifs                        | 302          | 274              |
| Passifs                       | 990          | 984              |
| <b>Position nette passive</b> | <b>688</b>   | <b>710</b>       |

## 9. Capital social

Le capital social est composé de 98 003 766 actions entièrement libérées, toutes de même catégorie, de 4 euros de nominal chacune.

|   | Nombre<br>d'actions total | Dont actions<br>Autodétenues | Nombre d'actions<br>en circulation |
|---|---------------------------|------------------------------|------------------------------------|
| Au 1er janvier 2017   | <b>98 082 265</b>         | <b>(5 120 485)</b>           | <b>92 961 780</b>                  |
| Augmentation de capital réservée aux salariés                   | 2 921 501                 |                              | 2 921 501                          |
| Achat - vente - attribution - annulation d'actions autodétenues | (3 000 000)               | 3 404 449                    | 404 449                            |
| <b>Au 30 juin 2017</b>  | <b>98 003 766</b>         | <b>(1 716 036)</b>           | <b>96 287 730</b>                  |

Au cours du 1er semestre 2017, au titre des plans d'options, le Groupe a procédé à l'attribution de 475 973 titres.  
Dans le cadre du contrat de liquidité, 1 290 176 actions Eiffage ont été achetées et 1 218 652 vendues.

|   | Nombre<br>d'actions total | Dont actions<br>Autodétenues | Nombre d'actions<br>en circulation |
|---|---------------------------|------------------------------|------------------------------------|
| Au 1er janvier 2016                           | <b>95 433 991</b>         | <b>(4 680 004)</b>           | <b>90 753 987</b>                  |
| Augmentation de capital réservée aux salariés | 2 648 274                 | -                            | 2 648 274                          |
| Achat - vente - attribution                   | -                         | 2 857                        | 2 857                              |
| <b>Au 30 juin 2016</b>                        | <b>98 082 265</b>         | <b>(4 677 147)</b>           | <b>93 405 118</b>                  |

Au cours du 1er semestre 2016, au titre des plans d'options, le Groupe a procédé à l'acquisition de 1 208 500 titres Eiffage et à l'attribution de 1 195 319 titres.  
Dans le cadre du contrat de liquidité, 1 592 892 actions Eiffage ont été achetées et 1 608 930 vendues.

## 10. Actifs et passifs financiers

30 juin 2017

| Actifs Financiers                       | Catégories Comptables (1) |  |  |                   |                                      | Mode de détermination de la juste valeur |   |   |   |
|---|---------------------------|--|--|-------------------|--------------------------------------|--|---|---|---|
|   | Valeur au bilan           | Actifs financiers disponibles à la vente | Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat | Prêts et créances | Instruments financiers de couverture | Juste Valeur                             | Niveau 1<br>Prix coté sur un marché actif | Niveau 2<br>Modèle interne avec données de marché observables | Niveau 3<br>Modèle interne avec données non observables |
| Actifs financiers non courants          | 2 257                     | 182                                      | -  | 2 072             | 3                                    | 2 257                                    |   | 2 257   |   |
| Actifs financiers courants              | 63                        | -  | -  | 63                | -                                    | 63                                       |   | 63  |   |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 3 317                     | -  | 3 317  | -                 | -                                    | 3 317                                    | 1 034                                     | 2 283   |   |
| <b>Total</b>                            | <b>5 637</b>              | <b>182</b>                               | <b>3 317</b>   | <b>2 135</b>      | <b>3</b>                             | <b>5 637</b>                             | <b>1 034</b>                              | <b>4 603</b>  |   |

(1) Au cours de l'exercice 2017, il n'a été procédé à aucun reclassement entre les différentes catégories d'actifs financiers. De plus, le Groupe ne détient pas d'actifs entrant dans la catégorie « actifs détenus jusqu'à leur échéance ».

| Passifs financiers                       | Catégories Comptables |                        |   |                                      | Mode de détermination de la juste valeur |   |   |   |
|--|-----------------------|------------------------|---|--------------------------------------|--|---|---|---|
|  | Valeur au bilan       | Passifs au coût amorti | Passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat | Instruments financiers de couverture | Juste Valeur                             | Niveau 1<br>Prix coté sur un marché actif | Niveau 2<br>Modèle interne avec données de marché observables | Niveau 3<br>Modèle interne avec données non observables |
| Emprunts non courants                    | 11 788 (1)            | 11 626                 | -   | 162 (2)                              | 12 201                                   |   | 12 201  |   |
| Emprunts et autres financements courants | 3 354 (1)             | 3 197                  | -   | 157                                  | 3 354                                    |   | 3 354   |   |
| <b>Total</b>                             | <b>15 142</b>         | <b>14 823</b>          | <b>-</b>  | <b>319</b>                           | <b>15 555</b>                            |   | <b>15 555</b>   |   |

(1) Dont 9 927 représentant le montant à 100 % de la dette de l'ensemble Financière Eiffarie.

(2) Il n'a pas été constaté d'inefficacité sur les instruments de couverture. La prise en compte du risque de crédit et du risque propre à l'entité dans la valorisation de la juste valeur des instruments dérivés conformément à IFRS 13 n'a pas d'impact significatif. En 2017, les instruments financiers de couverture portent sur un notionnel total s'élevant à près de 5 milliards d'euros correspondant à des swaps de taux dans les concessions et PPP (principalement Eiffarie-APRR, A'Lienor) sur des maturités s'échelonnant de 2018 à 2043 dont une part significative arrivant à échéance en 2018.



31 décembre 2016

| Actifs Financiers                       | Catégories Comptables (1) |  |  |                   |                                      | Mode de détermination de la juste valeur |                               |   |   |
|---|---------------------------|--|--|-------------------|--------------------------------------|--|-------------------------------|---|---|
|   | Valeur au bilan           | Actifs financiers disponibles à la vente | Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat | Prêts et créances | Instruments financiers de couverture | Juste Valeur                             | Niveau 1                      | Niveau 2  | Niveau 3                                    |
|   |                           |  |  |                   |                                      |  | Prix coté sur un marché actif | Modèle interne avec données de marché observables | Modèle interne avec données non observables |
| Actifs financiers non courants          | 2 105                     | 172                                      | -  | 1 928             | 5                                    | 2 105                                    |                               | 2 105   |   |
| Actifs financiers courants              | 19                        | -  | -  | 19                | -                                    | 19                                       |                               | 19  |   |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 4 466                     | -  | 4 466  | -                 | -                                    | 4 466                                    | 2 685                         | 1 781   |   |
| <b>Total</b>                            | <b>6 590</b>              | <b>172</b>                               | <b>4 466</b>   | <b>1 947</b>      | <b>5</b>                             | <b>6 590</b>                             | <b>2 685</b>                  | <b>3 905</b>                                      |   |

(1) Au cours de l'exercice 2016, il n'a été procédé à aucun reclassement entre les différentes catégories d'actifs financiers. De plus, le Groupe ne détient pas d'actifs entrant dans la catégorie « actifs détenus jusqu'à leur échéance ».

| Passifs financiers                       | Catégories Comptables |                        |   |                                      |  | Mode de détermination de la juste valeur |                               |   |   |
|--|-----------------------|------------------------|---|--------------------------------------|--|--|-------------------------------|---|---|
|  | Valeur au bilan       | Passifs au coût amorti | Passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat | Instruments financiers de couverture |  | Juste Valeur                             | Niveau 1                      | Niveau 2  | Niveau 3                                    |
|  |                       |                        |   |                                      |  |  | Prix coté sur un marché actif | Modèle interne avec données de marché observables | Modèle interne avec données non observables |
| Emprunts non courants                    | 12 706 (1)            | 12 286                 | -   | 420 (2)                              |  | 13 226                                   |                               | 13 226  |   |
| Emprunts et autres financements courants | 3 401 (1)             | 3 401                  | -   | -                                    |  | 3 401                                    |                               | 3 401   |   |
| <b>Total</b>                             | <b>16 107</b>         | <b>15 687</b>          | <b>-</b>  | <b>420</b>                           |  | <b>16 627</b>                            |                               | <b>16 627</b>                                     |   |

(1) Dont 11 130 représentant le montant à 100 % de la dette de l'ensemble Financière Eiffarie.

(2) Il n'a pas été constaté d'inefficacité sur les instruments de couverture. La prise en compte du risque de crédit et du risque propre à l'entité dans la valorisation de la juste valeur des instruments dérivés conformément à IFRS 13 n'a pas d'impact significatif. En 2016, les instruments financiers de couverture portent sur un notionnel total s'élevant à près de 5,6 milliards d'euros correspondant à des swaps de taux dans les concessions et PPP (principalement Eiffarie-APRR, LGV BPL, A'Lienor, Stade Pierre-Mauroy) sur des maturités s'échelonnant de 2018 à 2043 dont une part significative arrivant à échéance en 2018.

## Covenants financiers

**Eiffarie**, vis-à-vis des prêteurs de sa convention de crédit d'un montant de 1,5 milliards d'euros mise en place en février 2015, et APRR vis-à-vis de la Caisse Nationale des Autoroutes, de la BEI et des prêteurs de ses crédits bancaires, se sont engagés au respect par le groupe APRR des deux ratios suivants :

- Dette nette / EBITDA doit rester inférieur à 7 ;
- EBITDA / charges financières nettes doit rester supérieur à 2,2.

Au 30 Juin 2017, ces deux ratios s'établissent respectivement à 4,2 et à 8,5.

Le non-respect de l'un de ces ratios serait considéré comme un cas de défaut avec pour conséquence l'exigibilité anticipée de l'ensemble de la dette du groupe Eiffarie.

**VP2**, société mère de la Compagnie Eiffage du viaduc de Millau, s'est engagée vis-à-vis des prêteurs dans le cadre des financements mis en place en juillet 2007 pour un montant total de 573 millions d'euros, au respect d'un certain nombre de ratios calculés semestriellement par référence à un modèle financier et répondant à des définitions contractuelles spécifiques :

- Ratio de couverture annuelle du service de la dette, au titre de l'année précédant la date de calcul et de chacune des cinq années suivantes, supérieur ou égal à 1,05 ;
- Ratio de couverture de la dette, calculé sur la durée des prêts, supérieur ou égal à 1,15 ;
- Ratio de couverture de la dette, calculé sur la durée de la concession, supérieur ou égal à 1,25.

Lors du dernier calcul réalisé en 2016, VP2 a satisfait à l'ensemble des contraintes.

Le non-respect de l'un de ces ratios serait considéré comme un cas de défaut avec pour conséquence l'exigibilité anticipée de l'ensemble de la dette de la société VP2.

Dans le cadre de la convention de crédit signée pour la concession de la conception, la construction, l'entretien, l'exploitation et la maintenance de la section Langon-Pau de L'autoroute A65, **A'lienor** s'est engagée à respecter un certain nombre de ratios financiers.

- Ratio de fonds propres 20/80 (minimum de 20 % d'apports en fonds propres pour 80 % d'encours de crédit à terme).

Ce ratio s'établit à 24,6 / 75,4 au 30 Avril 2017.

- Ratio de couverture des intérêts historique (faisant appel à des termes répondant à des définitions contractuelles spécifiques) est au minimum égal à 1 à chacune des dates de paiement d'intérêts.
- Ratio de couverture des intérêts prévisionnel (faisant appel à des termes répondant à des définitions contractuelles spécifiques) est au minimum égal à 1 à chacune des dates de paiement d'intérêts.

Lors du dernier calcul, réalisé à l'échéance du 26 avril 2017, A'lienor a satisfait à l'ensemble de ces deux contraintes avec des valeurs minimales à 1 pour chacune.

Le non-respect de ces ratios serait considéré comme un cas de défaut avec pour conséquence l'exigibilité de la dette de la société A'lienor.

**Eiffly 54** est une société dédiée au financement, à la conception, à la démolition-reconstruction et pour partie l'entretien-maintenance du lycée Jean Zay à Jarny. Dans le cadre d'un contrat de crédit long terme en date du 11 février 2011, Eiffly 54 s'est engagée vis-à-vis des prêteurs à maintenir les ratios ci-dessous, à compter de la mise à disposition de la phase 1 intervenue le 10 octobre 2013 puis à chaque 30 juin et 31 décembre :

- Ratio annuel de couverture du service de la dette. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,10;
- Ratio annuel de couverture prévisionnel du service de la dette. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,10 ;
- Ratio de couverture de la dette, correspondant à la valeur actualisée des cash-flows futurs pour le service de la dette prévisionnelle du projet sur l'encours de la dette à la date du calcul. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,15.

Au 30 juin 2017, ces ratios s'établissent respectivement à 1,43 ; 1,35 et 2,27.

Le non-respect de l'un de ces ratios à trois dates de test consécutives serait considéré comme un cas de déchéance du terme avec pour conséquence l'exigibilité anticipée de l'ensemble de la dette de la société Eiffly 54.

**Eifficol 1** est une société dédiée à une partie du financement, à la conception, à la construction et l'exploitation maintenance de quatre collèges situés à Aubervilliers, Aulnay-sous-Bois, Clichy-sous-Bois et Le Raincy. Dans le cadre d'un contrat de crédit long terme en date du 5 avril 2012, Eifficol 1 s'est engagée vis-à-vis des prêteurs, à respecter les ratios ci-dessous, à compter de la mise à disposition intervenue le 18 août 2014 puis à chaque 30 juin et 31 décembre :

- Ratio annuel de couverture du service de la dette. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,10 ;
- Ratio annuel prévisionnel de couverture du service de la dette. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,10 ;
- Ratio de couverture de la dette, correspondant à la valeur actualisée des cash-flows futurs pour le service de la dette prévisionnelle du projet sur l'encours de la dette à la date du calcul. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,15.

Lors du calcul réalisé au 30 juin 2017, ces ratios s'établissent respectivement à 1,42 ; 1,38 et 1,44.

Le non-respect de l'un de ces ratios à une date de test serait considéré comme un cas de défaut avec pour conséquence l'exigibilité anticipée de l'ensemble de la dette projet de la société Eifficol 1.

**Eifficol 3** est une société dédiée à une partie du financement, à la conception, à la construction et l'exploitation maintenance de quatre collèges situés au Blanc-Mesnil, à Bondy, Noisy-le-Grand et Saint-Denis/Saint-Ouen. Dans le cadre d'un contrat de crédit long terme en date du 5 avril 2012, Eifficol 3 s'est engagée vis-à-vis des prêteurs, à respecter les ratios ci-dessous, à compter de la mise à disposition intervenue le 18 août 2014 puis à chaque 30 juin et 31 décembre :

- Ratio annuel de couverture du service de la dette. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,10 ;
- Ratio annuel prévisionnel de couverture du service de la dette. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,10 ;
- Ratio de couverture de la dette, correspondant à la valeur actualisée des cash-flows futurs pour le service de la dette prévisionnelle du projet sur l'encours de la dette à la date du calcul. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,15.

Lors du calcul réalisé au 30 juin 2017, ces ratios s'établissent respectivement à 1,56 ; 1,43 et 1,29.

Le non-respect de l'un de ces ratios à une date de test serait considéré comme un cas de défaut avec pour conséquence l'exigibilité anticipée de l'ensemble de la dette projet de la société Eifficol 3.

**Eiffigreen** est une société dédiée au financement, à la conception, à la réalisation, à l'entretien, à la maintenance et à l'exploitation technique des ouvrages relatifs au projet Grenoble Énergie Enseignement Recherche – GreEnER. Dans le cadre d'un contrat de crédit long terme en date du 20 juillet 2012, Eiffigreen s'est engagée vis-à-vis des prêteurs, à maintenir les ratios ci-dessous, à compter de la mise à disposition du 19 juin 2015, puis à chaque date de test soit 30 juin et 31 décembre :

- Ratio annuel de couverture du service de la dette. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,10 ;
- Ratio annuel de couverture prévisionnel du service de la dette. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,10 ;
- Ratio de couverture de la dette, correspondant à la valeur actualisée des cash-flows futurs pour le service de la dette prévisionnelle du projet sur l'encours de la dette à la date du calcul. Ce ratio doit être supérieur à 1,10.

Lors du calcul réalisé au 30 juin 2017, ces ratios s'établissent respectivement à 2,12 ; 1,46 et 1,64.

Le non-respect de l'un de ces ratios à une date de test serait considéré comme un cas de défaut avec pour conséquence l'exigibilité anticipée de l'ensemble de la dette projet de la société Eiffigreen.

**Eiffinov** est une société dédiée au financement, à la conception, à la réalisation, à l'entretien, à la maintenance et à l'exploitation technique des ouvrages relatifs au projet Campus Grand Lille. Dans le cadre d'un contrat de crédit long terme en date du 23 décembre 2013, Eiffinov s'est engagée vis-à-vis des prêteurs, à maintenir les ratios ci-dessous, à compter de la mise à disposition intervenue le 8 juillet 2016 et chaque 30 juin et 31 décembre :

- Ratio annuel de couverture du service de la dette. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,10 ;
- Ratio annuel prévisionnel de couverture du service de la dette. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,10 ;
- Ratio de couverture de la dette, correspondant à la valeur actualisée des cash-flows futurs pour le service de la dette prévisionnelle du projet sur l'encours de la dette à la date du calcul. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,15.

Lors du calcul réalisé au 30 juin 2017, ces ratios s'établissent respectivement à 1,58 ; 1,34 et 1,35.

Le non-respect de l'un de ces ratios à une date de test serait considéré comme un cas de défaut avec pour conséquence l'exigibilité anticipée de l'ensemble de la dette projet de la société Eiffinov.

**Eiffage Rail Express (ERE)** est une société dédiée au financement, à la conception, la construction, le fonctionnement, l'entretien, la maintenance et le renouvellement de la ligne ferroviaire à grande vitesse Bretagne – Pays de la Loire. Dans le cadre d'un contrat de crédit long terme en date du 28 juillet 2011, Eiffage Rail Express s'est engagée vis-à-vis des prêteurs, à respecter les ratios ci-dessous, à compter de la mise à disposition intervenue le 15 mai 2017 et chaque 30 juin et 31 décembre :

- Ratio annuel de couverture du service de la dette. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,05 ;
- Ratio annuel prévisionnel de couverture du service de la dette. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,05 ;
- Ratio de couverture de la dette, correspondant à la valeur actualisée des cash-flows futurs pour le service de la dette prévisionnelle du projet sur l'encours de la dette à la date du calcul. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,10.

Lors du calcul réalisé au 30 juin 2017, ces ratios s'établissent respectivement à 2,13 ; 2,10 et 1,77.

Le non-respect de l'un de ces ratios à une date de test serait considéré comme un cas de défaut avec pour conséquence l'exigibilité anticipée de l'ensemble de la dette projet de la société Eiffage Rail Express.

**Armanéo** est une société dédiée à une partie du financement pour permettre les travaux de restauration et de mise en valeur, l'entretien, la maintenance de l'ensemble immobilier dénommé "Tête Défense-nord", situé à Puteaux (Hauts de Seine). Dans le cadre d'un contrat de crédit long terme en date du 30 septembre 2014, Armanéo s'est engagée vis-à-vis des prêteurs, à respecter les ratios ci-dessous, à compter de la mise à disposition intervenue le 31 mars 2017 et chaque 31 janvier, 30 avril, 31 juillet et 30 octobre :

- Ratio annuel de couverture du service de la dette. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,05 ;
- Ratio annuel prévisionnel de couverture du service de la dette. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,05 ;
- Ratio de couverture de la dette, correspondant à la valeur actualisée des cash-flows futurs pour le service de la dette prévisionnelle du projet sur l'encours de la dette à la date du calcul. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,10.

Lors du calcul réalisé au 30 juin 2017, ces ratios s'établissent respectivement à 1,47 ; 1,64 et 1,81.

Le non-respect de l'un de ces ratios à une date de test serait considéré comme un cas de défaut avec pour conséquence l'exigibilité anticipée de l'ensemble de la dette projet de la société Armanéo.

Par ailleurs, le programme de titrisation de créances commerciales d'un montant maximum de 600 millions d'euros dont dispose Eiffage est utilisé à hauteur de 452 millions d'euros au 30 juin 2017. La disponibilité de cette ligne n'est pas subordonnée au respect de ratios financiers.

## 11. Trésorerie et équivalents de trésorerie

|                                     | juin 2017 | juin 2016    |
|-------------------------------------|-----------|--------------|
| <b>Actif</b>                        |           |              |
| Valeurs mobilières de placement (1) | 1 034     | 1 225        |
| Disponibilités (1)                  | 2 283     | 2 081        |
|                                     | (I)       | <b>3 306</b> |
| <b>Passif</b>                       |           |              |
| Soldes créditeurs de banque         | (II)      | 198          |
|                                     | (I – II)  | <b>2 989</b> |

(1) Investies en OPCVM monétaires réguliers ou en certificats de dépôts bancaires à vue.

## 12. Variation des emprunts

|  | Début de l'exercice | Modification de périmètre | Autres mouvements | Variation juste valeur des instruments financiers | Augmentations | Diminutions    | À la fin de la période |
|--|---------------------|---------------------------|-------------------|---|---------------|----------------|------------------------|
| <b>Emprunts non courants et partie à moins d'un an des emprunts non courants (I)</b> | <b>14 422</b>       | <b>(1)</b>                | <b>(18)</b>       | <b>(102)</b>                                      | <b>789</b>    | <b>(1 641)</b> | <b>13 449</b>          |
| Découverts bancaires   | 147                 | -                         | 51                | -   | -             | -              | <b>198</b>             |
| Autres emprunts et dettes financières diverses                                       | 1 538               | -                         | (100)             | -   | 164           | (107)          | <b>1 495</b>           |
| <b>Emprunts et dettes financières diverses (II)</b>                                  | <b>1 685</b>        | <b>-</b>                  | <b>(49)</b>       | <b>-</b>  | <b>164</b>    | <b>(107)</b>   | <b>1 693</b>           |
| Emission et remboursement d'emprunts du Tableau des Flux de Trésorerie (I + II)      |                     |                           |                   |   | 953           | (1 748)        |                        |

### 13. Provisions

|  | Au début de l'exercice | Variations de périmètre et change | Dotations | Reprises de provisions utilisées | Reprises de provisions non utilisées | Autres mouvements | A la fin de la période |
|--|------------------------|-----------------------------------|-----------|----------------------------------|--------------------------------------|-------------------|------------------------|
| Provisions pour maintien en état des ouvrages concédés | 253                    | -                                 | 23        | (10)                             | (1)                                  | (2)               | 263                    |
| Provisions pour engagements de retraite                | 297                    | -                                 | 11        | (9)                              | -                                    | -                 | 299                    |
| Provisions pour médailles du travail                   | 30                     | -                                 | -         | -                                | -                                    | -                 | 30                     |
| Autres provisions non courantes                        | 3                      | -                                 | -         | -                                | -                                    | -                 | 3                      |
| <b>Provisions non courantes</b>                        | <b>583</b>             | <b>-</b>                          | <b>34</b> | <b>(19)</b>                      | <b>(1)</b>                           | <b>(2)</b>        | <b>595</b>             |
| Provisions pour maintien en état des ouvrages concédés | 38                     | -                                 | -         | -                                | -                                    | -                 | 38                     |
| Provisions pour pertes à terminaison                   | 43                     | -                                 | 22        | (19)                             | (1)                                  | -                 | 45                     |
| Provisions pour restructurations                       | 24                     | -                                 | 2         | (9)                              | -                                    | -                 | 17                     |
| Provisions pour risques immobiliers                    | -                      | -                                 | -         | -                                | -                                    | -                 | 0                      |
| Provisions pour garanties données                      | 130                    | -                                 | 11        | (9)                              | (1)                                  | 2                 | 133                    |
| Provisions pour litiges et pénalités                   | 77                     | -                                 | 7         | (6)                              | (1)                                  | (1)               | 76                     |
| Provisions pour engagements de retraite                | 16                     | -                                 | -         | -                                | -                                    | 1                 | 17                     |
| Provisions pour médailles du travail                   | 4                      | -                                 | -         | -                                | -                                    | -                 | 4                      |
| Provisions pour autres passifs                         | 241                    | -                                 | 36        | (23)                             | (5)                                  | 4                 | 253                    |
| <b>Provisions courantes</b>                            | <b>573</b>             | <b>-</b>                          | <b>78</b> | <b>(66)</b>                      | <b>(8)</b>                           | <b>6</b>          | <b>583</b>             |

Chacune des lignes de provisions courantes indiquées ci-avant est l'addition d'un certain nombre de litiges liés essentiellement aux contrats de construction qui, pris individuellement, sont de montants non significatifs. L'échéance de ces provisions, liées au cycle d'exploitation, est généralement inférieure à un an. Aucun montant en remboursement n'est attendu.

### 14. Instruments de couverture

Le Groupe utilise des instruments de couverture de taux d'intérêts avec pour objectif de réduire l'exposition des emprunts, contractés à taux variable, à une variation des taux d'intérêts.

Ces instruments font l'objet d'une documentation justifiant la relation de couverture et son efficacité.

Le Groupe exerce quasi exclusivement son activité dans la zone euro. En conséquence, l'évolution des cours de monnaies différentes de l'euro n'a que peu d'impact sur les états financiers.

### 15. Transaction avec les parties liées

La nature des transactions avec les parties liées n'a pas évolué par rapport à celles décrites dans la note 11 des notes aux comptes consolidés du rapport annuel 2016.

### 16. Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat est comptabilisée sur la base de la meilleure estimation du taux moyen attendu pour l'exercice annuel. Ce taux moyen attendu prend en compte la diversité géographique du Groupe.

## **17. Litiges – Arbitrages – Autres engagements**

Dans le cadre de son activité courante, le Groupe est engagé dans un certain nombre de litiges. Les affaires décrites ci-après ont fait l'objet, si nécessaire, de provisions considérées comme suffisantes en l'état actuel des dossiers.

De par son activité routière, le Groupe utilise des produits issus de l'industrie pétrolière pour la fabrication de ses matériaux.

A ce titre, ainsi qu'en raison de l'utilisation de sites industriels anciens, le Groupe est susceptible d'être recherché au titre d'éventuelles pollutions environnementales.

L'activité du Groupe liée à la construction d'ensembles immobiliers peut entraîner des risques de malfaçons dont la durée de révélation peut aller jusqu'à dix années et dont les coûts de réparation peuvent être significatifs. A ce titre, le Groupe est, au-delà de franchises, couvert par des contrats d'assurance décennale. Les provisions nécessaires ont été constituées et le Groupe n'attend pas de conséquence significative.

Concernant les litiges sur la date de mise en service du stade Pierre Mauroy de Lille, opposant la filiale d'Eiffage exploitant le stade et la Métropole Européenne de Lille, aucune évolution n'est à signaler depuis le recours contentieux déposé auprès du tribunal administratif fin juillet 2015.

Dans le cadre de la liquidation de TP Ferro, concessionnaire de la ligne à grande vitesse Perpignan-Figueras, prononcée le 15 septembre 2016, le montant de l'indemnisation des actionnaires et des prêteurs n'a pas encore été communiqué par les concédants (République Française et Royaume d'Espagne).

L'action en justice, initiée en 2015, à l'encontre d'une filiale d'Eiffage suite à l'arrêt de la construction d'un stade en Pologne est toujours en cours.

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

## **18. Evénements postérieurs à la clôture**

Le Groupe n'a pas eu connaissance d'évènements particuliers entre le 30 juin 2017 et le 30 août 2017, date d'arrêté des comptes par le Conseil d'Administration, nécessitant une information complémentaire.

## IV. Rapport des Commissaires aux comptes

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la Société EIFFAGE, relatifs à la période du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

### II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 30 août 2017

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit IS

Gérard Morin

Yan Ricaud

Baudouin Griton